



## CHAPITRE 49

### LOI CONCERNANT LES BIENS TOMBÉS EN DÉSHÉRENCE ET LES BIENS CONFISQUÉS AU PROFIT DE LA COURONNE

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des biens en déshérence ou confisqués.* Titre abrégé.

**2.** Les biens devenus ou devenant la propriété de la couronne par déshérence, ainsi que les biens confisqués pour quelque cause que ce soit, sont sous le contrôle du ministre des terres et forêts. Gestion des biens en déshérence ou confisqués.

Le ministre des terres et forêts peut, à même ces biens ou leurs produits, solder les frais et dépenses que peuvent nécessiter l'envoi en possession, ainsi que toute dette qui peut être due par la succession. Frais de l'envoi en possession et paiement des dettes. S. R. (1909), 1741; 7 Geo. V, c. 50, s. 3.

**3.** Ces biens peuvent être vendus, cédés ou transportés par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il juge à propos d'imposer. Aliénation de ces biens. S. R. (1909), 1742.

**4.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi disposer de ces biens gratuitement, en tout ou en partie, avec ou sans condition, en faveur de toute personne, dans le but, soit de les transmettre à quelqu'un ayant des réclamations à exercer ou des droits équitables contre la personne qui en était propriétaire, soit de mettre à effet les intentions ou les volontés de telle personne ou de récompenser ceux qui ont découvert ou fait connaître ces biens. Transfert de ces biens aux créanciers, etc. S. R. (1909), 1743.

**5.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi disposer gratuitement ou à titre onéreux, en la manière réglée par les articles 3 et 4, de tous intérêts, droits ou prétentions dans ces biens; et le cessionnaire peut, en son nom, s'adresser aux tribunaux pour se faire envoyer en possession, et adopter toutes procédures que la couronne pourrait adopter. Transfert des droits à ces biens. S. R. (1909), 1744.

Maintien des  
lois spéciales.

**6.** La présente loi s'applique aux biens des jésuites, mais ne s'applique pas aux autres biens confisqués ou tombés en déshérence et à l'égard desquels il existe quelques lois spéciales. S. R. (1909), 1745.

Exécution de  
la loi.

**7.** Sauf les dispositions spéciales à ce contraires, le ministre des terres et forêts est chargé de l'exécution de la présente loi.

---